

Mardi (soir) 9 juin 2015

Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale

65 2014.RRGR.1201 Postulat 262-2014 Vanoni (Zollikofen, Les Verts) Introduction du système de prévoyance-temps

N° de l'intervention: 262-2014
Type d'intervention: Postulat
Déposée le: 24.11.2014
Déposée par: Vanoni (Zollikofen, Les Verts) (porte-parole)
Kipfer-Guggisberg (Stettlen, PBD)
Schnegg-Affolter (Lyss, PEV)
Cosignataires: 14
N° d'ACE: 441/2015 du 22 avril 2015
Direction: SAP

Introduction du système de prévoyance-temps

Le Conseil-exécutif est chargé de présenter un rapport dans lequel il examinera si le canton de Berne devrait lui aussi promouvoir le système de prévoyance-temps testé à Saint-Gall, et si oui comment. En incitant les personnes âgées en bonne santé à s'occuper bénévolement de leurs aînés, ce système compléterait les prestations bénévoles existantes et la prise en charge professionnelle des personnes âgées.

Développement :

Vu l'évolution démographique, la prise en charge des personnes âgées et très âgées devient un enjeu majeur pour la société. Le vieillissement de la population, la dissolution des réseaux sociaux traditionnels, l'évolution des coûts de la santé et la pénurie de personnel qui se profile en gériatrie nous invitent à chercher de nouvelles solutions.

Une approche innovante a vu le jour sous le nom de prévoyance-temps, notamment dans une étude commandée par l'Office fédéral des assurances sociales : des retraités en bonne santé consacrent une partie de leur temps à l'accompagnement de personnes plus âgées. Au lieu d'être indemnisés, ils reçoivent un avoir de temps qu'ils pourront utiliser plus tard, lorsqu'ils auront à leur tour besoin d'aide. Il peut s'agir de conduire les personnes aidées quelque part, de les accompagner à un rendez-vous médical, de faire les courses ou de cuisiner avec elles, de les aider dans leurs démarches administratives, leurs tâches ménagères ou leurs loisirs.

A St-Gall, un système de prévoyance-temps est actuellement testé sous la responsabilité d'une fondation : les participants et participantes consacrent en moyenne deux heures par semaine au projet. Ils peuvent ainsi cumuler un maximum de 750 heures (les avoirs de temps excédentaires sont versés sur un compte social). Afin que les avoirs de temps économisés puissent encore être utilisés dans quelques années, la ville de St-Gall se porte garante : si les bénévoles nécessaires venaient à manquer au moment où la personne souhaite utiliser son avoir, la ville de St-Gall achèterait la prestation demandée à une organisation d'aide et de soins à domicile par exemple. Cette idée de prévoyance-temps est aussi testée en Suisse centrale dans le cadre d'une coopérative privée soutenue par une commune tandis qu'elle est à l'étude dans le canton d'Argovie suite à un postulat du parlement cantonal. Elle a également fait l'objet d'interventions parlementaires dans le canton de Lucerne et en ville de Berne.

Ce modèle mérite que le canton de Berne s'y intéresse lui aussi. Il faudra notamment se demander si et comment le canton pourrait motiver et aider les communes intéressées à introduire des systèmes de prévoyance-temps. Ou si un système de prévoyance-temps pourrait être mis en place au niveau cantonal. Ni les services professionnels de soin et d'accompagnement des personnes âgées ni le bénévolat, par bonheur largement pratiqué, ne devront être concurrencés.

S'il n'était pas possible de promouvoir la prévoyance-temps prochainement ou si cette idée n'était pas jugée intéressante, il faudrait rechercher et présenter d'autres solutions pour renforcer le bénévolat dans la prise en charge des personnes âgées.

Réponse du Conseil-exécutif

Le gouvernement est chargé d'examiner l'opportunité de promouvoir le système de prévoyance-temps, qui vise à inciter les retraitées et retraités en bonne santé à s'occuper bénévolement de leurs aînés. Il s'agit d'une approche d'action sociale et non pas de santé publique.

Le Conseil-exécutif est favorable à l'engagement des seniors envers d'autres personnes âgées nécessitant aide et accompagnement. Il est lui aussi d'avis que les nouveaux défis posés par le vieillissement de la population ne pourront pas être relevés uniquement par la prise en charge professionnelle. La société a, de plus en plus, besoin de l'investissement bénévole de chacune et de chacun. Il apparaît donc judicieux d'étudier les modèles existants pour, le cas échéant, les tester ou les introduire dans le canton de Berne. Il y a cependant lieu d'en examiner de plus près les modalités et les conséquences financières ainsi que d'étudier le rôle du canton.

Il convient en particulier de clarifier le cercle de personnes qui pourrait faire valoir ses heures de bénévolat dans un modèle de prévoyance-temps. Les prestations familiales ne devraient-elles pas elles aussi être reconnues dans un tel système ? Par ailleurs, quel devrait en être l'organisme responsable et pour quelle zone minimale ? Comment s'assurer que l'avoir puisse être utilisé ? Quelles ressources nécessiterait la mise sur pied d'un tel dispositif et quelle serait la répartition des rôles entre le canton et les autres acteurs ? Les questions à régler sont nombreuses.

La ville de Saint-Gall, pour sa part, cofinance le modèle de prévoyance-temps sur plusieurs plans : en plus de l'aide au démarrage allouée initialement, elle accorde une subvention annuelle à la fondation pour son secrétariat et garantit la contre-prestation aux bénévoles en cas d'échec du modèle ou d'impossibilité d'utiliser leur avoir faute de volontaires. Cette garantie est considérée comme une condition essentielle de succès du projet, qui a ainsi gagné la faveur de la population. En ce qui concerne le canton de Berne, il faudrait calculer ses incidences financières et vérifier sa faisabilité.

Les résultats de l'analyse sont à intégrer dans un rapport servant de base décisionnelle pour la suite de la procédure. La SAP ne dispose toutefois pas des ressources en personnel requises pour une étude aussi approfondie. En cas d'adoption du postulat, les travaux nécessaires ne pourraient pas être entrepris prioritairement, de sorte que le délai de traitement ordinaire de deux ans risque fort de devoir être prolongé. Le Conseil-exécutif propose l'adoption du postulat avec cette réserve.

Proposition du Conseil-exécutif :

Adoption

Le président. Wird die Annahme dieses Postulats aus dem Rat bestritten? – Das ist der Fall. Somit gebe ich dem Postulanten, Grossrat Vanoni, das Wort.

Bruno Vanoni, Zollikofen (Les Verts). Ich hatte mich schon gefreut, dass nun ein Thema kommt, das parteipolitisch noch nicht besetzt ist, wenn man sich in der Schweiz umsieht. Es ist ein neues Thema, das auf die Idee eines freisinnigen Bundesrats zurückgeht und im Stadtparlament in Bern von CVP, BDP und EVP eingereicht wurde. Und nun vertrete ich es zusammen mit zwei Urheberinnen aus BDP und EVP im Grossen Rat. Es handelt sich also um ein überparteiliches Postulat. Und deshalb bitte ich Sie, Ihre parteipolitischen Scheuklappen abzulegen. Auch im Namen der Miturheberinnen und Mitunterzeichnenden danke ich dem Regierungsrat bestens für die Offenheit bezüglich der neuen Idee. Die Antwort hat mich deshalb gefreut, weil der Regierungsrat auch die Gelegenheit genutzt hat, den Wert und die Bedeutung von freiwilligem sozialem

Engagement zu würdigen. Bei der neuen Idee, nämlich der Zeitvorsorge, geht es darum, dass Seniorinnen und Senioren, die noch bei guter Gesundheit und mobil sind, älteren Menschen helfen, die Unterstützung und Begleitung benötigen. Die rüstigen Seniorinnen und Senioren werden dafür nicht finanziell entschädigt, sondern können sich die eingesetzte Zeit für spätere Jahre gutschreiben lassen, wenn sie selbst auch auf solche guten Dienste angewiesen sind. Es ist uns wichtig, dass mit dem Zeitvorsorgemodell nicht die professionelle Pflege- und Betreuungsarbeit durch bezahlte Berufsleute konkurrenziert werden soll. Es geht auch nicht darum, die bisherige Freiwilligenarbeit, die ohne jede Gegenleistung erfolgt, zu verdrängen oder zu schwächen. Im Gegenteil: Es geht um eine Ergänzung der klassischen Freiwilligenarbeit, dies nicht zuletzt, weil die Bereitschaft zur klassischen Freiwilligenarbeit am Schwinden ist. Auf der anderen Seite wächst jedoch der Bedarf nach solchem Engagement, weil es immer mehr hochbetagte Menschen gibt, die auf persönliche Betreuung und Hilfestellungen angewiesen sind. Angesichts der demografischen Entwicklung müssen wir aus meiner Sicht wirklich alle Möglichkeiten und eben auch alle neuen Ideen prüfen, die etwas zur Bewältigung dieser Entwicklung beitragen können und zudem finanzierbar sind.

Sicher gibt es noch viele offene Fragen und Unsicherheiten bei dieser Idee. Es geht aber genau darum, diese offenen Fragen zu klären. Deshalb haben wir von Anfang an ein Postulat deponiert. In St. Gallen läuft ein Pilotprojekt; an verschiedenen anderen Orten in der Schweiz wurde die Idee aufgegriffen. So auch in der Stadt Bern: Dort ist die Stadtregierung bereit, diese Idee prüfen zu lassen. Vermutlich wird nun der Aufwand, der erforderlich ist, um diesen Bericht zu verfassen, als Argument gegen das Postulat angeführt werden. Wenn man jedoch alle Abklärungen, Vorarbeiten und Studien, die bereits gemacht wurden, sowie die laufenden Versuche mit einbezieht, sollte sich der Aufwand für den Bericht, der mit dem Postulat gefordert wird, einigermaßen in Grenzen halten. Vermutlich werden auch offene Fragen verwendet, um das Postulat zu bekämpfen. Ich weise jedoch darauf hin, dass es nur um eine Prüfung geht. Das Postulat ist völlig offen. Es ist sogar so weit offen, dass es verlangt, andere Möglichkeiten zur Förderung der Freiwilligenarbeit zugunsten älterer Menschen zu suchen und zu prüfen, falls man bei der Prüfung zum Schluss kommt, dies sei keine gute Idee.

Mathias Müller, Orvin (UDC). Die Idee der Zeitvorsorge ist durchaus sympathisch. Sie ist auch nachvollziehbar und könnte meines Erachtens sogar funktionieren. Wenn wir aber wollen, dass sie funktioniert, müssen wir darauf achten, dass sicher nicht der Staat die Finger drin hat. Die Postulanten haben Beispiele genannt: den Kanton Aargau, die Stadt St. Gallen und die Innerschweiz. In der Innerschweiz, wo das System funktioniert, wird es durch einen privaten Verein getragen. Das System ist einfach, und dieser Verein heisst denn auch «Kiss – Keep it small and simple». Kiss ist derart erfolgreich, dass der Verein bereits auch in den Kantonen Zürich, Glarus und Luzern tätig ist, aber, wie gesagt, ohne dass sich der Kanton einmischen würde. In der Stadt St. Gallen ist in der Tat ein Pilotprojekt am Laufen. Die Pilotphase wurde überstanden, aber allzu erfolgreich ist das Projekt nicht: Bis heute nehmen 53 Personen an diesem Zeitvorsorgemodell teil. Der Kanton Aargau hat es ebenfalls versucht, hat im Februar das ganze Projekt jedoch abgeblasen, weil es viel zu teuer geworden wäre. Im Kanton Aargau ist dieses System also gescheitert, weil es zu teuer ist. Ich halte es keinesfalls für ein schlechtes System, aber lassen wir es doch Private umsetzen. Der Kanton Bern hat weder die personellen noch die finanziellen Ressourcen, um irgendwelche Berichte und Studien zu erarbeiten. Zudem sagt der Regierungsrat selbst, dass er die ordentliche Bearbeitungsfrist von zwei Jahren nicht einhalten können. Da die Erarbeitung eines solchen Berichts demnach ausser Aufwand nichts bringt, lehnen wir das Postulat grossmehrheitlich ab. Wir sind überzeugt, dass dieses System auch funktionieren kann, ohne dass sich der Kanton einmischet.

Bettina Keller, Hinterkappelen (Les Verts). Das Postulat von Bruno Vanoni wird von einer grossen Mehrheit der grünen Fraktion unterstützt. Auch uns bereitet die demografische Entwicklung in der Schweiz Sorge und dass in Zukunft immer weniger jüngere Leute die immer grössere Gruppe der alten bis sehr alten oder eben hochbetagten Menschen pflegen, ernähren und versichern sollen und ihre psychische und medizinische Versorgung gewährleisten sollen. Das Modell Zeitvorsorge ist eine spannende, kreative Idee, die derzeit ganz konkret in St. Gallen, mit rund 80 000 Einwohnern die achtgrösste Stadt der Schweiz, getestet wird. Multipliziert man diese Zahl mit 12, ist man etwa bei der Grösse des Kantons Bern. Wir machen uns jedoch zusätzlich Gedanken darüber, ob ein solches Projekt Zeitvorsorge die Solidarität zwischen den Generationen eher vergrössern würde oder eher vermindern. Würde es die Bereitschaft zur Freiwilligenarbeit eher steigern oder eher

reduzieren? Wie steht es beispielsweise mit der ganzen familiären Kinderbetreuung? Damit komme ich noch einmal auf das Thema zurück, das vor der Abendpause behandelt wurde: In einem Bereich der Kinderbetreuung ist die Schweiz Europameister, nämlich in der innerfamiliären Kinderbetreuung. Rund 50 Prozent der Kinder werden von Verwandten betreut. Meistens sind es die Grosseltern. Man könnte nun denken, dass innerhalb der Familie das Modell der Zeitvorsorge unbürokratisch und ohne Staatsgarantie funktionieren würde: Die Grosseltern hüten die Enkel, und die erwachsenen Kinder kümmern sich später um ihre Eltern. Schwieriger wird es jedoch, wenn alles gleichzeitig stattfindet, wenn also die mittlere Generation gleichzeitig für Kinder und Eltern sorgen und daneben noch berufstätig sein sollte. Ich bin nun bewusst etwas abgeschweift, denn die Gedankenschleife, die ich soeben gemacht habe, soll ein Stück weit illustrieren, wie komplex dieses Thema eigentlich ist. Die grüne Fraktion findet es gut, dass die Idee geprüft wird, und hat auch Verständnis dafür, dass die GEF jetzt schon mitteilt, sie brauche für die Prüfung mehr als zwei Jahre Zeit.

Anita Herren-Brauen, Rosshäusern (PBD). Dieses Thema, liebe Kolleginnen und Kollegen, wartet früher oder später auf uns alle. Wir alle werden in naher oder ferner Zukunft älter und werden mehr oder weniger auf Betreuung angewiesen sein. Wir handeln heute mit fast allem. Was spricht also gegen ein Sparkonto mit Zeit? Die BDP unterstützt das Postulat mit Überzeugung. Die Betreuung von Betagten wird zunehmend zu einer Herausforderung. Ich spreche von Betreuung, nicht von Pflege. Pflege wird gewährleistet werden müssen. Der Betreuungsbedarf ist heute schon gross, und er wird noch steigen: Putzen, Einkaufen, Besuchen, verlängertes Verbleiben in den eigenen vier Wänden. Die Demografie wird uns jeden Tag aufgezeigt. Es macht Sinn, im so genannten Unruhestand sparen zu dürfen, andern zu helfen, solange man selbst rüstig ist und die Zeit später, wenn man es nötig hat, wieder einfordern zu dürfen. Diese Form der Unterstützung kostet die Betagten und die Anbieter nichts. Sie müssen einfach in guten Zeiten auch etwas geben: eben sparen. Die Antwort der Regierung zeigt auf, dass noch viele Abklärungen und ebenfalls Personalressourcen erforderlich sind. Zudem braucht die Umsetzung des Postulats mehr Zeit als üblich. Geben wir uns doch diese Zeit. Das Projekt kann eine Entlastung für die nahe und ferne Zukunft sein. Die Rolle des Kantons muss in diesem Prozess gefunden werden, auch finanziell: «step by step». Die BDP ist auch mit der späteren Umsetzung einverstanden. In diesem Wissen unterstützen wir das Postulat und hoffen, dass die Ratsmitglieder dies in ihrem eigenen Interesse ebenfalls machen.

Margrit Junker Burkhard, Lyss (PS). Meine beiden Vorrednerinnen haben die guten Gründe genannt, um das Postulat zu unterstützen. Ich will sie nicht wiederholen. Die Fraktion SP-JUSO-PSA wird es ebenfalls unterstützen, obschon auch wir uns bewusst sind, dass die Umsetzung längerfristig wahrscheinlich eine Herausforderung sein wird, vor allem bei der Sicherstellung des späteren Leistungsbezugs. Wir werden jedoch ohnehin nicht um eine Stärkung in der Begleitung und Unterstützung der älteren Menschen herumkommen. Wir bitten den Rat deshalb, das Postulat ebenfalls zu unterstützen.

Christine Schnegg-Affolter, Lyss (PEV). «Kommt Zeit, kommt Tat.» Oder: «Heute tun, morgen ruhn.» Oder: «Keine Sorgen, heute und morgen.» Mit diesen knackigen Sätzen wird die Homepage www.zeitvorsorge.ch in der Stadt St. Gallen für ihr Zeitvorsorgemodell. Allen Kritikerinnen und Kritikern dieses Zeitvorsorgemodells empfehle ich einen Besuch dieser Homepage. Persönlich bin ich nämlich begeistert von dieser alternativen Betreuungsform für betagte Menschen, und zwar als Ergänzung, und nicht etwa als Konkurrenz zu den bereits bestehenden Angeboten. Ich bin der Meinung, es brauche freiwillige Betreuende, pflegende Angehörige, Nachbarschaftshilfe sowie jede Form von professioneller Betreuung wie Spitex oder Mahlzeitendienst. Demografisch steht auch der Kanton Bern vor grossen Herausforderungen. Um die Kosten in der Betagtenbetreuung langfristig im Griff zu haben, muss es das Ziel sein, dass die Menschen im Alter möglichst lange möglichst selbstständig und dennoch möglichst sicher in ihren eigenen vier Wänden wohnen bleiben können. Das Modell Zeitvorsorge ist aus unserer Sicht eine innovative Idee, die nur Gewinner generiert. Rüstige Rentner können sich nach ihren Möglichkeiten absolut freiwillig einsetzen und ihre neue Freizeit sinnvoll ergänzen. Im Gegenzug haben sie später das Anrecht auf die gleiche Art der Betreuung, falls sie sie irgendwann nötig haben. Wie das Modell Zeitvorsorge in der Altersbetreuung funktioniert, wird in der Begründung des Postulats gut ausgeführt. Ob ein solches Modell allenfalls auf kantonaler Ebene ausgestaltet werden könnte, wäre auch aus der Sicht der

Fraktion EVP durchaus prüfenswert. Es ist zwar auch uns bewusst, dass die Erstellung eines Berichts zur Klärung der offenen Fragen etwas kostet. Wir sind jedoch der Ansicht, dass sich dieser Aufwand lohnen würde. Für den Entscheid bezüglich des weiteren Vorgehens ist ein Bericht, der alle Fragen der Organisation, der Zuständigkeit, der Trägerschaft und der Finanzierung beleuchtet, als Grundlage unabdingbar. Wir bitten den Rat deshalb, das Postulat zu überweisen und der GEF Zeit zu geben, damit sie prüfen kann, wie sich diese neue, etwas unkonventionelle Art der Betagtenbetreuung im Kanton Bern umsetzen liesse. Wir danken für die Unterstützung.

Hans Rudolf Vogt, Oberdiessbach (PLR). Dass die Betreuung betagter Menschen wichtig ist und dass sie – vor allem, wenn man in die Zukunft blickt – eine grosse Herausforderung ist und noch sein wird, bestreite ich ebenfalls nicht. Aus meiner Sicht ist es jedoch nicht der richtige Ansatz, wenn die Betagtenbetreuung mit Zeitvorsorge auf kantonaler Ebene gelöst werden soll. Freiwilligenarbeit wird heute in sehr vielen Bereichen geleistet: in Vereinen, in Organisationen, in Gemeinden – also in kleineren Einheiten. Der Kanton darf sich hier nicht einmischen. Überlassen wir dies doch den zuständigen Personen in den Heimen, denen, die das heute schon praktizieren. Was für einen riesigen administrativen Aufwand gäbe es für den Kanton Bern, wenn er die Zeitvorsorge erfassen müsste! Deshalb ist die Fraktion FDP. Die Liberalen gegen diesen Vorstoss und lehnt ihn klar ab.

Le président. Ich gehe davon aus, dass alle Fraktionen, die sich äussern wollten, dies getan haben. Wir kommen somit zu den Einzelsprecherinnen und Einzelsprechern; zuerst hat Grossrätin Striffeler das Wort.

Elisabeth Striffeler-Mürset, Münsingen (PS). Christine Schnegg hat sehr viel Positives von der Homepage www.zeitvorsorge.ch berichtet. Ich kann sie darin unterstützen. Was mich als Gerontologin, die sich sehr viel mit dem Thema Freiwilligenarbeit beschäftigt, bei diesem Vorstoss zur Zeitgutschrift etwas irritiert, ist der Umstand, dass es seitens der Leute, die nach ihrer Pensionierung eine Zeitgutschrift machen wollen, zu einer gewisser Erwartungshaltung kommen wird: Sie sind davon überzeugt, dass auch sie in zwanzig Jahre Unterstützung erhalten werden, wenn sie sie nötig haben. Diese Erwartungshaltung macht mir Angst, denn wenn diese Menschen in zwanzig Jahren alt sind, werden viel weniger jüngere Leute nachrücken, welche diese Freiwilligenarbeit leisten werden. Mir scheint daher die Erwartung, die Zeit einfordern zu können, etwas unrealistisch. Es ist wichtig, dass wir Visionen und Vorstellungen haben, wie wir die alten Menschen betreuen können. Ich befürchte jedoch, dass dieses Modell für diejenigen, die Betreuung erwarten, ein Eigentor sein wird.

Vreni Kipfer-Guggisberg, Stettlen (PBD). In der Begründung dieses Postulats wird alles Wichtige eigentlich im ersten Abschnitt gesagt. Was mit der demografischen Entwicklung auf uns zukommt, fordert uns heraus, verschiedene Wege zu prüfen, damit die älteren Leute länger zu Hause bleiben können. Die Familienstrukturen sind heute anders. Töchter und Söhne, welche die Betreuung früher übernommen haben, wohnen heute weit weg oder sind berufstätig. Es ist klar, dass gut ausgebildete Leute im Arbeitsprozess bleiben müssen. Wer aber hilft bei kleinen Leistungen, damit alte Leute länger zu Hause bleiben können? Das ist nicht die Aufgabe der Spitex. Es sind Freiwillige, die das übernehmen. Und hier liegt ein innovatives Projekt vor, bei dem sich Freiwillige Stunden für später gutschreiben lassen könnten. Es handelt sich um ein Postulat, das nicht dazu auffordert, dass der Kanton ein solches Projekt selbst startet. Er soll einfach Unterlagen erarbeiten, damit Gemeinden und Städte dies anschliessend selbst aufziehen können. Weshalb jedoch der Regierungsrat im letzten Abschnitt seiner Antwort das Postulat zwar annimmt, gleichzeitig aber sagt, er könne es nicht umsetzen, ist aus meiner Sicht etwas verwirrend. Es ist bedauerlich, dass für ein solches zukunftsgerichtetes Projekt die Zeit- und Geldressourcen fehlen. Ich danke dem Rat, wenn er dem Postulat zustimmt.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Ich möchte an dieser Stelle eine Interessenbindung bekannt geben: Meine Frau ist Geschäftsleiterin von BENEVOL Aargau. Im Kanton Aargau wurde das St. Galler Modell geprüft. Man stellte fest, dass es ein teures System ist und dass es kein Freiwilligenmodell ist, weil man bekanntlich für sich selbst vorsorgt. Man bietet im dritten Lebensabschnitt Leistungen an, die man im vierten Lebensabschnitt abholen kann. Der Kanton Aargau hat eingehende Berechnungen gemacht und festgestellt, dass das Registrieren einer

Stunde, die jemand im dritten Lebensabschnitt leistet, rund 15 Franken kostet. Dazu kommen Garantien, die der Kanton übernehmen muss für den Fall, dass das System vielleicht nicht mehr funktioniert, wenn die betreffende Person im vierten Lebensabschnitt ist. Das kommt ebenfalls sehr teuer zu stehen. Der Kanton Aargau hat festgestellt, dass es günstigere Systeme gibt. Das Thema ist dort in der Vernehmlassung und wird demnächst im Grossen Rat behandelt werden. Die Wahrscheinlichkeit ist gross, dass es zu einer Ablehnung kommt. Die glp möchte sich aufgrund dieser Erfahrung, die ich aus erster Hand erhalten habe, ebenfalls der Ablehnung des Postulats anschliessen.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Je ne serai pas long. Quand j'ai vu cette motion, respectivement ce postulat, cette nouvelle idée m'a réjoui. Si je regarde l'évolution démographique, si je vois les coûts qui vont peser en Suisse sur les cantons et la Confédération par rapport au troisième et au quatrième âges, je suis inquiet. Toute créativité, tout ce qu'on peut évaluer de plus est, à mon avis, souhaitable. C'est pourquoi le gouvernement a décidé d'accepter ce postulat et je vous prie de suivre le gouvernement.

Le président. Wir kommen zur Abstimmung. Wer das Postulat annehmen möchte, stimmt ja, wer es ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	69
-----	----

Non	68
-----	----

Abstentions	5
-------------	---

Le président. Der Rat hat das Postulat angenommen. Damit sind wir am Ende der GEF-Geschäfte angelangt. Ich wünsche dem Gesundheits- und Fürsorgedirektor einen schönen Abend.